

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20231215-6495-DE-1-1  
Date de télétransmission : 22/12/2023  
Date de réception préfecture : 22/12/2023

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**

Directeur général



**Pas de Calais Habitat**

4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 15 DÉCEMBRE 2023**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Monsieur GLORIAN, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MENU, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Monsieur PEZE.

**Excusés** : Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame ROSSIGNOL qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame VAN HEGHE qui a donné pouvoir à Monsieur MELLICK.  
Monsieur DECLEMY.

### **ARRAS Avenant à la Convention de mise à disposition de la chaufferie Saint Pol à Arras**

---

Direction du patrimoine et de la maîtrise d'ouvrage  
Rapporteur : M. [REDACTED]

---

#### **I - CONTEXTE**

La ville d'Arras a concédé, par traité en date du 4 juillet 1990, l'exploitation du réseau de distribution publique d'énergie calorifique dans le secteur d'Arras-Ouest, à la société DALKIA. Ce contrat a pris fin le 30 juin 2014.

Dans le cadre de ce contrat, Pas-de-Calais habitat a mis à disposition de la Ville d'Arras

et de son concessionnaire un ensemble de chaufferies, sous-stations, réseaux primaires et bâtiments.

Entretemps, la Communauté Urbaine d'Arras s'est vue transférer, par la Ville d'Arras, la compétence des réseaux de chaleur sur le territoire communautaire.

La CUA a donc conclu avec la société Dalkia une nouvelle convention de concession ayant pour objet de lui déléguer le service public de production, de transport et de distribution de chaleur à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Dans le cadre du renouvellement du contrat de concession, la Communauté Urbaine d'Arras a souhaité pouvoir bénéficier, pendant la durée de la future concession, de certaines installations appartenant à Pas-de-Calais habitat.

Ainsi, a été actée en date du 13 Janvier 2014, une Convention de mise à disposition (annexe 1) fixant les conditions dans lesquelles la Communauté Urbaine d'Arras est autorisée, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper et utiliser à titre précaire et révocable, les installations et ouvrages de Pas-de-Calais habitat. Au titre de la Convention, le Concessionnaire se substitue à la Communauté Urbaine d'Arras dans l'intégralité de ses droits et obligations nées de la Convention.

Néanmoins, depuis la mise en service en 2016 de la nouvelle centrale biomasse appartenant à la CUA pour la production de chaleur renouvelable, une partie des moyens mis à disposition par Pas-de-Calais habitat n'est pas nécessaire au fonctionnement du réseau de chaleur.

## **II - MODIFICATIONS DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC**

Cet avenant (annexe 2) a pour objet de définir :

- Le retrait de la chaufferie « Saint-Pol » du périmètre des ouvrages mis à disposition par Pas-de-Calais habitat au titre de la Convention,
- La modification des travaux de renouvellement prévus, étant entendu qu'ils étaient à la charge de la CUA :

### Quartier Chemin d'Anzin – St Pol

- Pose de 12 compteurs de chaleur sur les entrées de bâtiments de Pas-de-Calais Habitat et travaux en sous-station primaire **(prévision 2023)**
- Déplacement de la sous-station St Pol **(prévision 2026)**

### Quartier Blanc Monts

- Remplacement de canalisations sur « primaire bis » **(prévision 2022 à 2034)**

### Résidence Chateaubriand

- Remplacement de l'échangeur et travaux en sous-station **(prévision 2023-2024)**

- Chaufferie des Hochettes
  - o Remplacement de l'échangeur principal (**prévision 2033**)

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ approuvent l'avenant à la Convention de mise à disposition
- ✓ autorisent le Directeur général à signer l'avenant.

Monsieur MALFAIT et Madame ROSSIGNOL n'ayant pas participé aux débats et aux votes.

Décision adoptée à l'unanimité

Annexe 1

## **ANNEXE N°16**

# **Convention Tripartite de mise à disposition Pas de Calais Habitat**

**CONVENTION**  
**DE MISE A DISPOSITION**

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

**PAS DE CALAIS HABITAT**

OPH dont le siège social est à ARRAS (62022) 68, boulevard Faidherbe  
représenté par son Directeur Général Monsieur Jean-Michel STECOWIAT,  
dûment habilité par une délibération du Conseil d'Administration en date du 28  
septembre 2001

Ci-après désigné, Le Propriétaire,

**ET :**

**LA COMMUNAUTE URBAINE D'ARRAS**

Dont le siège est Boulevard du Général de Gaulle - BP 10 345 - 62026 ARRAS  
Cedex

représentée par son Président, Monsieur Philippe RAPENEAU, dûment habilité  
par une délibération du Conseil Communautaire en date du 19 décembre 2013

Ci-après désignée, la Collectivité ou l'Autorité Concédante,

**La société DALKIA France,**

Société en Commandite par actions au capital social de 220 047 504 euros,  
ayant son siège social 37 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny (59350)  
SANT AINDRE LEZ LILLE, immatriculée au Registre du commerce et des  
sociétés de LILLE sous le numéro 456 500 537, représentée par M.  
DESMOUCELLES Michel agissant en qualité de Directeur Régional ayant tous  
pouvoir à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « Le concessionnaire »

Ci-après désignées ensemble, Les Parties



## **APRÈS AVOIR PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :**

La ville d'Arras a concédé, par traité en date du 4 juillet 1990, l'exploitation du réseau de distribution publique d'énergie calorifique dans le secteur d'Arras-Ouest, à la société DALKIA (anciennement dénommée Compagnie Générale de Chauffage). Ce contrat a pris fin le 30 juin 2014.

Dans le cadre de ce contrat, Pas-de-Calais habitat a mis à disposition de la Ville d'Arras et de son Concessionnaire :

- Les chaufferies « Saint-Pol » et « Hochettes », les sous-stations du réseau ainsi que leur environnement immédiat (brûleurs, pompes de recyclage, électricité, fluides, cuves ...) à l'exclusion de tout équipement du réseau secondaire ;
- Les réseaux primaires enterrés ou non repérés ci-après sur les plans en annexe II (dénommés également « primaire bis »). Ces réseaux desservent les immeubles des résidences :
  - Saint-Pol (chemin d'Anzin),
  - Baudimont,
  - Les Hauts Blancs Monts,
  - les Hochettes.
- Les bâtiments abritant les chaufferies « Saint-Pol » et « Hochettes ».

Entretemps, la Communauté Urbaine d'ARRAS s'est vue transférer, par la Ville d'Arras, la compétence des réseaux de chaleur sur le territoire communautaire.

C'est ainsi que dans le cadre du renouvellement du contrat de concession, la Communauté Urbaine a souhaité pouvoir bénéficier, pendant la durée de la future concession, de certaines installations appartenant à Pas-de-Calais Habitat.

En conséquence de quoi, les Parties ont conclu la présente convention.

## **IL A ÉTÉ CONVENU :**

### **Article 1<sup>er</sup> - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Collectivité est autorisée, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper et utiliser à titre précaire et révocable, les installations et les ouvrages définis à l'article 4 afin de lui permettre d'exploiter le réseau de chaleur de la Communauté Urbaine d'ARRAS.

À cet effet, le Concessionnaire intervient au présent acte et déclare en accepter intégralement et sans réserve les termes et conditions. Il se substitue à la Collectivité dans l'intégralité de ses droits et obligations nées et à naître de la présente convention.

Le Concessionnaire devra assurer l'entretien et le renouvellement des ouvrages qui sont mis à sa disposition, dans les mêmes conditions que celles prévues au présent contrat pour les bâtiments, installations et ouvrages concédés, ce qu'il déclare accepter.

### **Article 2 - Domanialité publique**

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public. En conséquence, la Collectivité ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation et quelque autre droit.

### **Article 3. - Caractère personnel de l'occupation**

La Collectivité doit occuper et utiliser personnellement les bâtiments, ouvrages et installations mis à sa disposition. Elle est toutefois autorisée, sous sa seule responsabilité, à les mettre à disposition du Concessionnaire du réseau de chaleur du secteur d'Arras Ouest, sous réserve que celui-ci se conforme à l'ensemble des droits et obligations nées et à naître de la présente convention.

### **Article 4. - Installations, bâtiments et ouvrages mis à disposition**

Les installations et ouvrages remis par le Propriétaire sont ceux décrits en annexe I de la présente convention qui précise l'année de mise en service et la date de mise à disposition.

La Collectivité, en a l'usage exclusif, pour les besoins du service de distribution d'énergie calorifique concédé, tout autre usage étant interdit.

La mise à disposition des installations et ouvrages visés ci-dessus s'entend des installations et ouvrages suivants :

- Les chaufferies « Saint-Pol » et « Hochettes », les sous-stations du réseau ainsi que leur environnement immédiat (brûleurs, pompes de recyclage, électricité, fluides, cuves ...) à l'exclusion de tout équipement du réseau secondaire ;

- Les réseaux primaires enterrés ou non repérés ci-après sur les plans en annexe II (dénommés également « primaire bis »). Ces réseaux desservent les immeubles des résidences :

- Saint-Pol (chemin d'Anzin),
- Baudimont,
- les Hochettes.

La Collectivité étant autorisée à utiliser le fonds et le tréfonds du domaine public mis à disposition pour le passage et l'exploitation des canalisations primaires ;

- Les matériels installés dans les chaufferies Saint-Pol, Baudimont et Hochettes et qui permettent la circulation du fluide caloporteur dans les réseaux « primaire bis » (pompes, régulation et alimentation électrique afférente)
- Les bâtiments abritant les chaufferies « Saint-Pol » et « Hochettes ».

#### **Article 5. – Entretien et renouvellement des installations et des ouvrages, limites de prestations**

La Collectivité prend les bâtiments, installations et ouvrage dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance sans pouvoir exiger du Propriétaire aucune remise en état, aucune réparation ni réfection pour quelque cause que ce soit. La Collectivité ne peut exercer aucun recours contre le Propriétaire pour vice de construction apparent ou caché des immeubles, installations et ouvrages mis à disposition.

Tous travaux qui engendreraient une valeur résiduelle en cas de résiliation anticipée de la présente convention devront faire l'objet d'un accord préalable du Propriétaire. Un tableau d'amortissement sera annexé aux présentes.

##### **5. 1. - Entretien et renouvellement des installations, bâtiments et ouvrages**

La Collectivité fait à ses frais, pendant tout le cours de la convention, tous les travaux d'entretien, de réparations, de remplacement qui seraient nécessaires pour le maintien des lieux, des ouvrages et des équipements s'y trouvant en parfait état de fonctionnement et de réparations ou de remplacement en ce compris les grosses réparations visées à l'article 606 du Code Civil.

Tous les ouvrages meubles et immeubles, équipements et matériels, y compris les compteurs et les bâtiments, seront entretenus en bon état de fonctionnement et réparés, par les soins de la Collectivité, à ses frais.

##### **5. 2. - Mise en conformité des installations, bâtiments et ouvrages**

La Collectivité s'assure, sous sa propre responsabilité, de la conformité des ouvrages à la réglementation en vigueur et procède à toutes les mises en conformité exigées, le cas échéant, par l'Administration.



La Collectivité aura à sa charge et à ses frais l'intégralité des travaux de mises en conformité, mises aux normes, sécurité, hygiène...qui pourraient être exigés par l'Administration, ou toute réglementation, dans le cadre de son activité.

En outre, la Collectivité fera exécuter à ses frais et sous sa responsabilité toutes investigations ainsi que tous travaux de dépollution ou mesures de surveillance prescrits par l'Administration, en lien avec l'exploitation d'installations classées sur le site, sans que le Propriétaire puisse être recherché ou inquiété à ce sujet.

Toutefois, la Collectivité pourra demander au Propriétaire, le remboursement de la partie de ces dépenses qui correspondrait à une mise en conformité des ouvrages ou installations qui ne sont pas mis à sa disposition et dont la mise en conformité s'avère nécessaire, sous réserve de l'accord préalable du Propriétaire sur le programme des travaux.

### **5. 3. - Limites de prestations**

Durant toute la durée de la présente convention de mise à disposition, la Collectivité prend en charge la conduite et la maintenance des installations mises à sa disposition dont elle s'assure régulièrement du parfait état de fonctionnement.

La Collectivité prend en charge l'intégralité des fluides et des utilités (gaz, FOD, électricité, eau) nécessaire au bon fonctionnement des chaufferies mise à disposition.

Le Propriétaire prend en charge les utilités (électricité) nécessaire au bon fonctionnement des matériels installés dans les anciennes chaufferies Saint-Pol, Baudimont et Hochettes et qui permettent la circulation du fluide caloporteur dans les réseaux « primaire bis » (pompes, régulation).

L'utilisation des chaufferies en complément ou en substitution du réseau de chaleur, est à la fois du seul et du libre recours de la Collectivité.

## **Article 6. – Modification des ouvrages et des installations.**

### **6. 1. - Dégradations causées aux ouvrages**

Sous réserves des dispositions de l'article 5.2 ci-dessus relatives à la mise en conformité des ouvrages, lorsque la Collectivité exécute des travaux entraînant des dégradations aux ouvrages ou installations du Propriétaire qui ne sont pas mis à sa disposition, elle sera tenue de prendre à sa charge le coût des réparations. Inversement, lorsque le Propriétaire exécute des travaux entraînant des dégradations aux ouvrages ou installations mis à disposition, il est tenu de prendre à sa charge le coût des réparations de ces ouvrages.

### **6. 2. - Déplacement d'ouvrages**

Lorsque la Collectivité exécute des travaux entraînant des déplacements ou des modifications d'ouvrages, elle est tenue de prendre à sa charge toutes les dépenses afférentes aux déplacements et aux modifications des ouvrages appartenant au Propriétaire.

Toutefois, elle peut demander au Propriétaire, le remboursement de la partie de ces dépenses qui correspondrait à une amélioration des ouvrages déplacés ou modifiés et sous réserve de l'accord préalable du Propriétaire.

#### **Article 7. – Accès aux ouvrages et aux installations**

Le Propriétaire s'engage à laisser à la Collectivité et à ses préposés le libre accès aux ouvrages, installations et bâtiments mis à sa disposition. Il lui remet les moyens permettant d'y accéder à tout moment.

De son côté la Collectivité s'engage à ne pas installer de dispositif qui empêcherait le Propriétaire d'accéder aux installations, notamment aux réseaux et installations secondaires qui restent sous sa responsabilité.

#### **Article 8. – Responsabilité et assurances**

##### **8. 1. - Responsabilité**

La Collectivité reconnaît connaître parfaitement les ouvrages qu'elle a pris en charge. En conséquence, elle fait son affaire du règlement de tout différend qui peut surgir au sujet de la qualité du matériel et de la bonne exécution des travaux.

Le Propriétaire subroge la Collectivité dans tous ses droits ou actions nés ou à naître à l'encontre des installations, des constructeurs, des exploitants antérieurs et de tous tiers. Cette subrogation s'exerce sans préjudice du recours du Propriétaire contre la Collectivité.

La Collectivité est responsable du maintien en bon état et de la sécurité des installations mises à disposition en ce compris des bâtiments abritant les chaufferies « Saint-Pol » et « Hochettes ».

La responsabilité du Propriétaire ne peut être engagée pour tout défaut de sécurité des installations confiées, y compris celles des appareils à pression de gaz. Le Propriétaire ne peut être mis en cause directement ou indirectement pour les fautes et infractions commises par la Collectivité.

##### **8. 2. - Assurances**

La Collectivité est responsable des ouvrages, installations et bâtiments mis à disposition qu'elle doit assurer contre tous les risques.

La Collectivité souscritra une assurance « Dommage aux biens » pour les bâtiments, ouvrages et installations et une assurance Responsabilité Civile pour tous les risques locatifs et de voisinage. Pour cela, elle est tenue de garantir, sans recours contre le Propriétaire, sa responsabilité civile, qui serait engagée dans l'hypothèse de dommages corporels, matériels et immatériels, même non consécutifs, qui auraient un lien de cause à effet avec l'existence des ouvrages, la conception, le fonctionnement, l'entretien, etc ...

La Collectivité demeure entièrement et seul responsable des dommages matériels directs qui pourraient résulter de l'installation, l'exploitation et l'enlèvement des équipements techniques.

La Collectivité aura l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuels pouvant survenir, de son fait ou de celui des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestations et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux mis à disposition, ainsi qu'à leurs biens.

Elle est tenue de couvrir sa responsabilité civile, auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables, par contrats à effet au jour de la signature des présentes dont elle remet les copies au Propriétaire, dans le mois de la prise d'effet du présent contrat.

La Collectivité s'engage à garantir le Propriétaire contre tous recours d'un tiers découlant de la présente mise à disposition et à répondre, s'il y a lieu, aux appels en garantie de cette dernière.

Elle doit payer régulièrement les primes d'assurances des contrats qu'elle s'oblige à souscrire par le présent contrat et à en justifier à première demande du Propriétaire.

En cas de sinistre, la Collectivité s'oblige à affecter à la reconstruction des ouvrages et à la reconstitution des installations du service, la totalité des indemnités versées par les sociétés d'assurances. Dans cette hypothèse, la Collectivité devra assurer la reconstruction à neuf des installations détruites.

La Collectivité et ses assureurs renoncent à exercer tout recours contre le Propriétaire et ses assureurs en cas de dommage survenant aux biens du bénéficiaire de la présente convention, de son personnel, et de toute personne agissant pour son compte et se trouvant dans les lieux objets des présentes. L'assurance de dommage aux biens de l'occupant comportera cette clause de renonciation à recours.

Toute modification aux contrats d'assurances doit être communiquée, sans délai, au Propriétaire.

#### **Article 9. – Redevance d'utilisation des ouvrages**

En contrepartie de l'engagement du Propriétaire de mettre à disposition de la Collectivité les ouvrages susvisés, celle-ci verse une redevance fixée à la somme de 4 (QUATRE) euros HT par kW souscrit auprès du réseau de chaleur. Cette redevance sera directement déduite du montant de la redevance R2 due par le Propriétaire, tel que préciser dans le règlement de service conclu avec le concessionnaire du réseau. Elle est révisée comme la redevance R2.

#### **Article 10. – Durée de la convention - restitution des ouvrages**

La fin de la convention de mise à disposition des ouvrages est fixée à l'échéance du contrat de concession, prévue le 30 juin 2034. À l'expiration de la présente convention, quel qu'en soit le motif, l'occupant devra évacuer les lieux occupés. Toutefois, 18 (dix huit) mois avant l'expiration de la présente convention les Parties se rencontreront pour envisager l'évolution future du réseau, des installations et des ouvrages mis à disposition et, le cas échéant, des conditions de renouvellement de la présente convention.

À l'échéance de la présente convention, la Collectivité restituera les ouvrages, bâtiments et installations, le cas échéant modifiés, au Propriétaire dans un état normal d'entretien et de fonctionnement.

Les travaux financés par la Collectivité ou son concessionnaire sont amortis sur la durée du contrat de concession dont l'échéance prévisionnelle est fixée au 30 juin 2034; la restitution des ouvrages mis à disposition avant cette date sera faite à titre onéreux, contre l'indemnité prévue au quatrième alinéa de l'article 11 ci-après.

Les Parties pourront organiser, avant la restitution des ouvrages, une expertise qui déterminera, s'il y a lieu, les travaux à exécuter sur les bâtiments, ouvrages et installations confiés qui ne seraient pas en état normal d'entretien et de fonctionnement; la Collectivité devra exécuter les travaux nécessaires de remise en état, avant l'expiration de la convention.

En cas de défaillance de la part de la Collectivité ou ses ayants-droits et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans un délai de 15 jours, le Propriétaire se réserve le droit de réclamer le rétablissement de tout ou partie des lieux dans leur état initial, avec le choix entre l'exécution matérielle des travaux nécessaires aux frais de l'occupant ou une indemnité pécuniaire, tous droits et taxes en sus, représentative de leur coût.

#### **Article 11. – Fin anticipée de la convention**

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des Parties si l'intérêt général l'exige ou en cas de cessation anticipée du contrat de concession du réseau de chaleur.

La résiliation par l'une ou l'autre des parties sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception avec effet six (6) mois après réception de la lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'inexécution ou manquement de la Collectivité ou de ses ayants-droits à l'une quelconque de ses obligations prévues à la présente convention, celle-ci sera résiliée par simple lettre recommandée avec accusé de réception un (1) mois après une mise en demeure adressée dans les mêmes formes et restée en tout ou partie sans effet pendant ce délai.

La Collectivité ne pourra prétendre à aucune indemnité ni dédommagement de quelque nature du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif. Toutefois, en cas de déracordement du Propriétaire avant l'échéance de la présente convention - entraînant sa résiliation anticipée - il indemniserà la Collectivité pour la valeur non amortie des travaux réalisés sur les ouvrages, installations et bâtiments et financés par la Collectivité ou son concessionnaire selon le tableau d'amortissement qui sera annexé à la présente Convention.

#### **Article 12. – Impôts et taxes**

Chacune des Parties s'acquittera des impôts et taxes qui lui reviennent.

### **Article 13. – Cession de la convention**

Toute cession partielle ou totale de la présente convention, sous quelque modalité que ce soit, ne peut se faire sans l'accord du Propriétaire, à peine de nullité de celle-ci sans mise en demeure préalable.

### **Article 14. – Différents**

Les contestations qui s'élèveraient entre les parties au sujet de la présente convention seront soumises au Tribunal Administratif de Lille.

Préalablement à cette instance contentieuse, les contestations pourront être portées par la partie la plus diligente devant le Préfet ou un tiers conciliateur désigné d'un commun accord par les Parties, qui s'efforcera de les concilier.

### **Article 15. – Entrée en vigueur de la Convention - Condition suspensive**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa transmission au contrôle de légalité et prend effet à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Les présentes sont expressément soumises à la condition suspensive de la signature d'une police d'abonnement conforme à la présente convention.

La présente condition suspensive devra être réalisée au plus tard le 30 juin 2014.

En conséquence de ce qui précède la non-réalisation de la condition suspensive susvisée entraînera la caducité des présentes, sauf dans l'hypothèse où le Propriétaire renoncerait à se prévaloir de celle-ci.

### **Article 16. – Frais d'enregistrement**

Si une des parties souhaite procéder à l'enregistrement de la présente convention, les frais correspondants seront à sa charge.

### **Article 17. – Documents annexes**

Sont annexés à la présente convention comme en faisant partie intégrante :

Annexe 1 : inventaire actualisé des ouvrages et installations confiées ;

Annexe 2 : plan des chaufferies, des réseaux et de situation des bâtiments et des ouvrages confiés.

Annexe 3 : diagnostics amiante des chaufferies Saint Pol et Hochettes


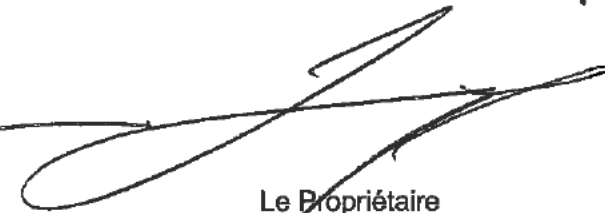
Annexe 4 : programme des travaux de modernisation et mise en conformité

Seront annexés le cas échéant, à la présente convention comme en faisant partie intégrante :

Annexe 5 : tableau d'amortissement des travaux réalisés et financés par le Concessionnaire, (complété si nécessaire).

-----oooOooo-----

Fait en trois exemplaires originaux, à Arras, le 13/01/2016

	
L'Autorité Concédante	Le Propriétaire
Monsieur Philippe RAPENEAU	Monsieur Jean-Michel STECOWIAT

  
Le Concessionnaire  
Monsieur Michel DESMOUCELLES

## Annexe 2

### CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

#### AVENANT 1

#### ENTRE LES SOUSSIGNES :

##### **PAS-DE-CALAIS HABITAT,**

OPH dont le siège social est situé à ARRAS (62), 4 Avenue des Droits de l'Homme représenté par son Directeur Général en exercice, Monsieur Bruno FONTALIRAND, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désigné, le « **Propriétaire** »

#### ET :

##### **LA COMMUNAUTE URBAINE D'ARRAS,**

Dont le siège est situé à la Citadelle – 146 allée du Bastion de la Reine – 62 026 ARRAS Cedex Représentée par son Président en exercice, Monsieur Frédéric LETURQUE, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désignée, la « **Collectivité** » ou l' « **Autorité Concédante** »,

##### **La société DALKIA,**

Société anonyme au capital social de 220 047 504 euros, ayant son siège social au 37 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – 59350 Saint-André-Lez-Lille, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lille sous le numéro 456 500 537, représentée par Madame ROZENN JAHIER agissant en qualité de Directrice de centre opérationnel Nord pas de Calais, ayant tous pouvoir à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée le « **Concessionnaire** »

Ci-après désignés ensemble, les « **Parties** ».

## APRES AVOIR PREALABLEMENT CE QUI SUIT :

La ville d'Arras a concédé, par traité en date du 4 juillet 1990, l'exploitation du réseau de distribution publique d'énergie calorifique dans le secteur d'Arras-Ouest, à la société DALKIA. Ce contrat a pris fin le 30 juin 2014.

Dans le cadre de ce contrat, le Propriétaire a mis à disposition de la Ville d'Arras et de son concessionnaire un ensemble de chaufferies, sous-stations, réseaux primaires et bâtiments.

Entretemps, la Collectivité s'est vue transférer, par la Ville d'Arras, la compétence des réseaux de chaleur sur le territoire communautaire.

La Collectivité a donc conclu avec la société Dalkia une nouvelle convention de concession ayant pour objet de lui déléguer le service public de production, de transport et de distribution de chaleur à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Dans le cadre du renouvellement du contrat de concession, la Collectivité a souhaité pouvoir bénéficier, pendant la durée de la future concession, de certaines installations appartenant au Propriétaire.

Ainsi, a été acté en date du 13 Janvier 2014, une convention de mise à disposition fixant les conditions dans lesquelles la Collectivité est autorisée, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper et utiliser à titre précaire et révocable, les installations et ouvrages du Propriétaire (ci-après, la « **Convention** »). Au titre de la Convention, le Concessionnaire se substitue à la Collectivité dans l'intégralité de ses droits et obligations nées de la Convention.

Néanmoins, depuis la mise en service en 2016 de la nouvelle centrale biomasse appartenant à la Collectivité pour la production de chaleur renouvelable, une partie des moyens mis à disposition par le Propriétaire n'a jamais fonctionné et n'est plus indispensable au fonctionnement du réseau de chaleur.

En conséquence de quoi, par le présent avenant, les Parties ont convenu de modifier la Convention en adaptant le périmètre des travaux de modernisation réalisés et des ouvrages mis à disposition (ci-après, l' « **Avenant** ») .



CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet de l’Avenant**

Le présent Avenant a pour objet d’acter les points suivants :

- Le retrait de la chaufferie « Saint-Pol » du périmètre des ouvrages mis à disposition par le Propriétaire au titre de la Convention,
- La modification des travaux de renouvellement prévus.

### **Article 2 – Modification de l’article 4 de la Convention « Installations, Bâtiment et ouvrage mis à disposition**

Les Parties conviennent de modifier la liste des installations, bâtiment et ouvrages mis à disposition au titre de la Convention, telle qu’elle est fixée par l’article 2 de la Convention, en y retirant la « chaufferie de Saint-Pol » ainsi que les éléments de son environnement immédiat (brûleurs, pompes de recyclage, électricité, fluides, cuves et fumisterie) et le bâtiment abritant la chaufferie.

Ainsi, l’article 2 du présent Avenant modifie l’article 4 de la Convention.

Dans les conditions fixées par la Convention et notamment par son article 7, et bien que la « chaufferie de Saint-Pol » ne figure plus dans le périmètre des ouvrages mis à disposition de la Collectivité et du Concessionnaire, le Propriétaire s’engage à laisser accès à la Collectivité, au Concessionnaire, ainsi qu’à leurs préposés et prestataires, à la sous-station de chauffage située dans ladite « chaufferie de Saint-Pol ». Cette mise à disposition sera effective jusqu’à la mise en service de la sous-station dans un nouveau local.

### **Article 3 – Modification de l’annexe 4 à la Convention « Programme de travaux de modernisation et mises en conformité »**

Les Parties conviennent d’adapter le programme de travaux de modernisation et mises en conformité, tel qu’il est fixé par l’annexe 4 à la Convention, en le remplaçant par les travaux de modernisation listés à l’annexe 1 au présent Avenant ainsi que les délais prévisionnels de réalisation y afférant.

Ainsi, l’annexe 1 au présent Avenant annule et remplace les stipulations de l’annexe 4 à la Convention.

### **Article 4 – Prise d’effet**

Le présent avenant prend effet à date de signature par la dernière des Parties.

### **Article 5 – Clauses générales**

Toutes les stipulations de la Convention, de ses annexes et de ses avenants non modifiées par le présent Avenant demeurent inchangées.

### **Article 6 – Annexes**

Sont annexées au présent Avenant et en font partie intégrante les annexes suivantes :

- Annexe 1 – Annexe 4 à la Convention - Programme de travaux de modernisation et mise en conformité –

Fait à Arras, le  
En trois exemplaires originaux,

X

---

L'Autorité Concédante  
Monsieur Frédéric LETURQUE

X

---

Le Propriétaire  
Monsieur Bruno FONTALIRAND

X

---

Le Concessionnaire  
Madame Rozenn JAHIER

ANNEXE 1 : AVENANT 1 A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES CHAUFFERIES

PAS-DE-CALAIS HABITAT

TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT ET DE MODERNISATION

La présente annexe modifie l'annexe 4 de la Convention de mise à disposition initiale.

- Quartier Chemin d'Anzin – St Pol
  - Pose de 12 compteurs de chaleur sur les entrées de bâtiments de Pas-de-Calais Habitat et travaux en sous-station primaire **(prévision 2023)**
  - Déplacement de la sous-station St Pol **(prévision 2026)**
- Quartier Blanc Monts
  - Remplacement de canalisations sur « primaire bis » **(prévision 2022 à 2034)**
- Résidence Chateaubriand
  - Remplacement de l'échangeur et travaux en sous-station **(prévision 2023-2024)**
- Chaufferie des Hochettes
  - Remplacement de l'échangeur principal **(prévision 2033)**